

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 17/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUREDEN

ZI de Goperen
22110 Glomel

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/08/2023 dans l'établissement EUREDEN implanté ZI de Goperen 22110 Glomel. L'inspection a été annoncée le 11/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection avait pour objectifs de :

- revenir sur les constats formulés lors des précédentes inspections,
- vérifier l'état des différentes mesures de maîtrises des risques présentes au sein de l'établissement,
- d'identifier les mises à jour devant être apportées à l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2008, texte qui encadre actuellement les activités de l'entreprise sur le site de Glomel.

A la demande de la préfecture, cette inspection a été menée conjointement avec la gendarmerie des Côtes d'Armor afin de contrôler les dispositifs de sûreté déployés par EUREDEN.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREDEN
- ZI de Goperen 22110 Glomel

- Code AIOT : 0005500051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Depuis le 1^{er} juillet 2022, l'entrepôt, anciennement exploité par la société DISTRIVERT, a été repris par la COOPERATIVE EUREDEN.

Ce site se trouve dans la zone d'activité de Goperen, en bordure Nord de la RN 164, à environ 6 km du bourg de Glomel.

L'établissement est une plateforme de stockage pour des produits destinés à l'agriculture (substances agro-pharmaceutiques, engrais, graines, matériels divers, ...) destinés aux différents magasins et adhérents du groupe EUREDEN.

Compte tenu des caractéristiques des produits stockés, notamment en termes de toxicité et de dangerosité pour l'environnement aquatique, l'entrepôt de Glomel est classé SEVESO Seuil Haut.

Les thèmes de visite retenus pour l'inspection sont les suivants :

- État des matières stockées,
- Gestion des produits dangereux,
- Stockages extérieurs,
- Contrôles et vérifications périodiques obligatoires,
- Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie,
- Stratégie de maintenance de l'installation d'extinction automatique,
- POI,
- Mise à jour administrative,
- Volet Sûreté.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « **avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « **susceptible de suites administratives** » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « **sans suite administrative** ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée
1	Etat des matières stockées - dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Susceptible de suites
2	Gestion des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 7.6.4	/
3	gestion des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 7.4.1	/
5	Contrôle périodique des installations	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II article 15	/
6	Contrôle périodique des installations	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II article 22	/
8	PMII - Stratégie de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Susceptible de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée
4	Gestion des stockages extérieurs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article article 2-III	/
7	Moyens d'extinction	Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 8.1.3.3.6	/
9	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 7.7.4	/
10	Plan d'Opération Interne	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100	/
11	Plan d'Opération Interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g	Susceptible de suites
12	Emissions toxiques	Arrêté Préfectoral du 10/10/2008, article 3.1.2	/
13	Liste des rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 1.2.1	/
14	Volet Sûreté	Instruction du 07/07/2015	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au contrôle réalisé le 31 août 2023 sur le site EUREDEN de Glomel, l'inspection des installations classées demande à ce que :

- l'état des stocks, mis à disposition des services de secours, soit complété par une information concernant les matières entreposées au niveau des zones extérieures ;
- l'exploitant fournisse au préfet un état synthétique de ses stockages ; ce document présentera les informations nécessaires pour informer le public en cas d'accident majeur, en particulier ce qui concerne les familles de produits présents sur site et les risques associés ;

Par ailleurs, l'exploitant s'assurera que les conditions dans lequel il entrepose les produits dangereux respectent effectivement l'ensemble des prescriptions qui lui sont imposées. En particulier, il vérifiera que les quantités de liquides présents dans les cellules de stockage sont cohérentes au vu du volume de rétention disponible.

Enfin, il est également demandé à l'exploitant de mener rapidement les actions nécessaires à la levée des observations relevées lors des contrôles périodiques des différents équipements en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées - Dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thèmes : Risques accidentels, État des stocks - Dispositions spécifiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>
Constats : <p>À partir du suivi logistique des références commercialisées par l'établissement de Glomel, l'exploitant peut extraire à instant « t » l'état de ses stocks de produits dangereux (classés ICPE) ou de matières combustibles non classées ICPE.</p> <p>Cet outil informatique est disponible sur un serveur commun au groupe. Il est consultable par les personnes autorisées, de n'importe quel site EUREDEN.</p> <p>Cet outil a été mis en défaut le 17 mars 2022, lors d'une cyberattaque. Depuis, l'établissement de Glomel réalise des sauvegardes locales régulières et le groupe a intégré ce risque dans son plan de continuité d'activité.</p> <p>L'état des stocks de produits dangereux est mis à jour quotidiennement.</p> <p>Celui des matières non classées ICPE est mis à jour suivant une périodicité moins bien définie.</p> <p>Un inventaire physique est réalisé annuellement.</p> <p>Le 31 août 2023, l'exploitant a fourni son état des stocks sous plusieurs formats :</p> <ul style="list-style-type: none">• deux tableaux décrivant les matières dangereuses présentes sur site (l'un référencé HF0U61 et l'autre sans référence) ;• un document décrivant le stock de matières non classées ICPE. <p>Ces informations, ainsi que le plan des stockages, sont accessibles dans une boîte positionnée à l'entrée du site.</p>

L'inspection rappelle que les informations concernant l'état des stocks ont pour objectif de fournir aux services de secours des éléments synthétiques permettant d'identifier rapidement la localisation, la nature et l'importance d'un sinistre.

Concernant les documents transmis par l'exploitant, les remarques suivantes peuvent être faites :

- les deux tableaux présentant le stock de matières dangereuses sont complémentaires : ils fournissent les informations concernant les rubriques ICPE autorisées, les quantités de matières stockées sur site et les cellules utilisées pour leur stockage. En plus, le tableau référencé HF0U61 indique également le seuil autorisé pour chacune des rubriques ICPE, tandis que l'autre présente les pictogrammes et les mentions de dangers associés à chaque rubrique ICPE.

Cependant, l'inspection observe que ces tableaux sont incomplets dans la mesure où ils ne présentent ni les zones extérieures de stockage, ni le stockage de fuel. A noter que ces informations manquent également sur le plan associé à l'état des stocks.

Par ailleurs, tel que présenté, le tableau référencé HF0U61 contient une erreur sur les lignes correspondantes aux engrais concernés par les sous-rubriques 4702-II et 4702-III de la nomenclature des ICPE. En effet, pour chacun de ces produits, l'exploitant associe une valeur seuil égale à 1249 kg ; or la nomenclature des ICPE prévoit que le classement de ce type d'engrais se fasse en tenant compte de la somme des quantités d'engrais concernées par ces deux catégories.

- le stock de matières non ICPE liste effectivement les engrais et les produits combustibles, y compris les déchets.

Cependant, cette liste gagnerait en lisibilité si la présentation regroupait les matières par lieux de stockage (et non par groupe) et présentait le risque associé à chacun des produits listés (flux thermique, fumées toxiques, ...) ;

Dans sa partie « Présentation générale », le POI de l'établissement de Glomel détaille les différentes zones de stockage disponibles sur le site ainsi que le type de produits susceptibles de s'y trouver.

Toutefois, la référence aux documents de suivi des stocks n'y figure pas alors que la réglementation l'exige.

L'exploitant ne dispose pas, au 31 août 2023, de l'état des stocks simplifié destiné à l'information du public. Pour rappel, ce document est exigible depuis le 1^{er} janvier 2022.

Compte tenu des constats effectués, l'inspection demande à EUREDEN de compléter les documents de présentation des stockages mis à disposition des services de secours ainsi que son POI. L'exploitant devra également transmettre à l'inspection l'état des stocks simplifié permettant l'information du public en cas d'accident.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 7.6.4
Thèmes : Risques accidentels, Rétention des produits dangereux
Prescription contrôlée : [...] Dans les cellules de produits dangereux, le volume maximum de produits liquides stockés sera limité au double du volume respectif de la rétention de chaque cellule. [...]
Constats : Cette prescription est également reprise à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Lors de l'inspection du 31 août 2023, l'exploitant a informé l'inspection que : <ul style="list-style-type: none">• la cellule 1 disposait d'une rétention de 140 m³,• les cellules 5 et 6 disposaient d'une rétention commune de 150 m³. Au moment du contrôle, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer s'il respectait la prescription détaillée à l'article 7.6.4 de son arrêté préfectoral d'autorisation, concernant le volume de liquides stockés, d'une part, dans la cellule 1 et, d'autre part, dans les cellules n° 5 et 6. L'inspection demande à l'exploitant d'indiquer si la règle détaillée à l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2008 est prise en compte lors de la réception des produits liquides (en plus des contraintes liées aux incompatibilités éventuelles). Il lui est également demandé de fournir une extraction permettant de connaître la situation au 31 août 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 7.4.1
Thèmes : Risques accidentels, Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (déchargement, chargement, ...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Ces consignes ou modes opératoires sont intégrées au système de gestion de la sécurité. Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer, lors d'opérations exceptionnelles, après des travaux de modification ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le mode opératoire est maintenu dans les limites de sécurité définies par l'exploitant ou dans des modes opératoires. [...]

Constats :

Le 31 août 2023, l'inspection a constaté l'affichage de certaines procédures à l'intérieur des cellules de stockage (notamment celle qui indique les actions devant être menées en cas d'accident et celle qui décrit les actions devant être réalisées en cas de déversement de produit dans les cellules de stockage).

L'exploitant dispose également d'un manuel qui décrit son système de gestion de la sécurité (SGS). Ce document mentionne le fait que des instructions et des procédures ont été rédigées afin d'encadrer les différentes activités réalisées et certains documents sont explicitement cités. Toutefois, ce manuel ne contient pas la liste des procédures, modes opératoires ou autres document de suivi disponibles sur le site de Glomel.

L'inspection demande à l'exploitant de compléter le manuel de son SGS en listant les procédures et autres documents de suivi utilisés et en indiquant l'endroit où ils peuvent être consultés.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des stockages extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2-III

Thèmes : Risques accidentels, stockages extérieurs

Prescription contrôlée :

Les parois externes des cellules de l'entrepôt [...] sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.

La distance entre les parois externes des cellules des entrepôts et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 m.

- cette distance peut être réduite à 1 m si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 m les stockage extérieurs ;
- ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.

Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes [...]. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m² en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter le dépôt.

Pour les installations existantes [...], cette disposition est applicable à compter à compter du 1^{er} janvier 2025.

Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 m, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m³ de matières ou produits combustibles et à 1 m³ de matières, produits ou déchets inflammables.

[...]

Constats :

Le 31/08/2023, l'inspection a constaté la présence d'un stock relativement important de palettes en bois sur le quai de déchargement de la cellule n° 2 (utilisée pour stocker des engrais et des semences).

Le stock de palettes est positionné contre une paroi de l'entrepôt qui ne possède ni caractère REI 120, ni dispositif de refroidissement.

L'exploitant précise que le quai de déchargement dispose d'une détection incendie et que ce stockage extérieur n'a pas vocation à être pérenne.

Cependant, l'inspection constate que les quantités présentes sont supérieures, d'une part, à 10 m³ et, d'autre part, à ce qui serait nécessaire pour conditionner une commande.

Ces éléments laissent donc supposer que ce stock est présent depuis un temps certain.

L'inspection informe donc l'exploitant qu'à compter du 1^{er} janvier 2025, les stockages extérieurs le long des parois de l'entrepôt devront respecter les dispositions de l'article 2-III de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle périodique des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II, article 15

Thèmes : Risques accidentels, Installations électriques et protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

[...]

A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

[...]

L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

[...]

Constats :

En 2023, l'exploitant a réalisé le contrôle périodique de ses installations électriques et de son dispositif de protection contre la foudre .

Les documents suivants ont été présentés à l'inspection :

INSTALLATIONS ELECTRIQUES	
16/01/2023 : Bureau Véritas - Rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge avec compte-rendu Q19	Sans écart
22/03/2023 : Bureau Véritas - Rapport de vérification périodique - électricité	Présence d'écarts

DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LA Foudre	
07/02/2023 : BCMFoudre - Contrôle de l'état de conservation et de fonctionnement de l'installation de protection foudre existante	Bon état des paratonnerres existants mais problème de coordination entre matériels de marque différentes
L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives sur ses installations électriques et de proposer un planning de modification de ses paratonnerres.	
Type de suites proposées : Susceptible de suites	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 6 : Contrôle périodique des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II, article 22																							
Thèmes : Risques accidentels, matériels de sécurité et lutte contre l'incendie																							
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. [...]																							
Constats : Dans le cadre de l'inspection réalisée le 31 août 2023, l'exploitant a fourni les documents suivants :																							
<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2">RIA</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>18/11/2022 : Chubb - Rapport d'intervention</td><td>Présence d'écarts sur plusieurs RIA</td></tr> <tr> <th colspan="2">EXTINCTEURS</th></tr> <tr> <td>06/12/2022 : Chubb - Rapport d'intervention</td><td>Bon état de 69 appareils – écart sur 3 appareils</td></tr> <tr> <th colspan="2">DETECTION INCENDIE</th></tr> <tr> <td colspan="2">(détecteurs, déclencheurs, reports et télétransmission, télésurveillance, exutoires, portes coupe-feu, diffuseurs d'alerte)</td></tr> <tr> <td>11 et 12/07/2023 : SIEMENS - maintenance préventive du système de détection incendie et des installations d'extinction automatique – rapport N° 6LB-0630011239_202305_PM_20230712115609</td><td>Écart sur la porte CF 8 (local de charge) Obsolescence de certains détecteurs</td></tr> <tr> <th colspan="2">DESENFUMAGE</th></tr> <tr> <td>29/08/2023 : Chubb – rapport d'intervention</td><td>Bon état de 64 appareils – écart sur 3 appareils</td></tr> <tr> <th colspan="2">EXTINCTION AUTOMATIQUE</th></tr> <tr> <td>28/07/2022 : société 2M.S.E – compte-rendu d'essai de maintenance – installations R.S</td><td>Installation sans remarque particulière</td></tr> </tbody> </table>		RIA		18/11/2022 : Chubb - Rapport d'intervention	Présence d'écarts sur plusieurs RIA	EXTINCTEURS		06/12/2022 : Chubb - Rapport d'intervention	Bon état de 69 appareils – écart sur 3 appareils	DETECTION INCENDIE		(détecteurs, déclencheurs, reports et télétransmission, télésurveillance, exutoires, portes coupe-feu, diffuseurs d'alerte)		11 et 12/07/2023 : SIEMENS - maintenance préventive du système de détection incendie et des installations d'extinction automatique – rapport N° 6LB-0630011239_202305_PM_20230712115609	Écart sur la porte CF 8 (local de charge) Obsolescence de certains détecteurs	DESENFUMAGE		29/08/2023 : Chubb – rapport d'intervention	Bon état de 64 appareils – écart sur 3 appareils	EXTINCTION AUTOMATIQUE		28/07/2022 : société 2M.S.E – compte-rendu d'essai de maintenance – installations R.S	Installation sans remarque particulière
RIA																							
18/11/2022 : Chubb - Rapport d'intervention	Présence d'écarts sur plusieurs RIA																						
EXTINCTEURS																							
06/12/2022 : Chubb - Rapport d'intervention	Bon état de 69 appareils – écart sur 3 appareils																						
DETECTION INCENDIE																							
(détecteurs, déclencheurs, reports et télétransmission, télésurveillance, exutoires, portes coupe-feu, diffuseurs d'alerte)																							
11 et 12/07/2023 : SIEMENS - maintenance préventive du système de détection incendie et des installations d'extinction automatique – rapport N° 6LB-0630011239_202305_PM_20230712115609	Écart sur la porte CF 8 (local de charge) Obsolescence de certains détecteurs																						
DESENFUMAGE																							
29/08/2023 : Chubb – rapport d'intervention	Bon état de 64 appareils – écart sur 3 appareils																						
EXTINCTION AUTOMATIQUE																							
28/07/2022 : société 2M.S.E – compte-rendu d'essai de maintenance – installations R.S	Installation sans remarque particulière																						
Concernant l'installation d'extinction automatique, l'exploitant indique que le contrôle annuel a été réalisé en juillet 2023 mais que le rapport n'a pas encore été transmis par le prestataire.																							
Par ailleurs, au cours de l'inspection, les points suivants ont été constatés :																							

- le système de détection incendie est en veille et ne présente aucun voyant d'alarme ;
- au niveau de l'installation d'extinction automatique, l'électrovanne permettant d'alimenter en mousse le circuit de la cellule n° 1 présente un décalage en position « Fermé » (légèrement oblique au lieu d'être à l'horizontale) ; l'exploitant indique que ce défaut existe depuis plusieurs années et ne remet pas en cause la fonctionnalité de la vanne, les tests ayant montré que celle-ci est bien totalement fermée lorsque cette indication apparaît (voir contrôle de 2022).

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives nécessaires à la remise en état des équipements qui le nécessitent et de lui transmettre le rapport de contrôle de l'installation d'extinction automatique dès réception de celui-ci.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 8.1.3.3.6

Thèmes : Risques accidentels, Moyens d'extinction

Prescription contrôlée :

Chaque cellule n° 1, n° 5 et n° 6 sera équipée d'au moins :

- 2 extincteurs à poudre polyvalente de 9 kg ;
- de générateurs de mousse haut foisonnement à déclenchement automatique par détection ou/et à déclenchement manuel, d'un débit permettant le remplissage d'une cellule en moins de 10 minutes au maximum.

Le mélange eau/produit émulseur sera effectué dans un local spécial, protégé par des murs coupe-feu de 2h, à partir d'une réserve d'eau de 100 m³ au moins. La réserve en émulseurs sera de 6000 litres au moins.

Constats :

L'inspection a constaté que les rapports rédigés lors des vérifications du dispositif d'extinction automatique font mention de 3000 l d'émulseur au lieu des 6000 l indiqués dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Afin de justifier le volume de 3000 l d'émulseur, l'exploitant a transmis le compte-rendu de l'essai qui a été réalisé le 10/12/2019 au niveau de la cellule n° 1. le scénario d'un incendie au sein de la cellule n° 1 est considéré comme étant dimensionnant dans la mesure où celle-ci se caractérise par la plus grande surface de stockage de l'entrepôt non recoupée de murs REI 120 et par un éloignement maximum vis-à-vis du local « Pomperie ».

L'essai réalisé le 10/12/2019 a permis de vérifier le fonctionnement de l'installation d'extinction automatique, la qualité de la mousse produite (taux d'environ 5,8 %), le temps nécessaire pour noyer la cellule n° 1 (environ 5 minutes et 30 secondes) et les volumes d'eau (15,4 m³) et d'émulseur (900 l) consommés pour atteindre cet objectif.

Compte tenu des résultats de cet essai, l'inspection considère que la prescription décrite à l'article 8.1.3.3.6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2008 doit être actualisée.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : PMII - Stratégie de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thèmes : Risques accidentels, PMII - Stratégie de maintenance
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'état initial de l'équipement ; • la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ; • les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ; • les interventions éventuellement menées. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place une démarche spécifique pour gérer le vieillissement des équipements identifiés comme étant une mesure de maîtrise des risques instrumentée (MMRi). Celle-ci est décrite au paragraphe X-3-6 du manuel décrivant le SGS.</p> <p>Elle s'appuie sur les instructions décrites dans le document référencé « IN-G-001 Contrôles obligatoires magasin général Glomel ». L'exploitant dispose, notamment, d'un tableau qui recense :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'état initial des équipements ; • les contrôles internes et externes, le nom du prestataire le cas échéant, les fréquences de contrôles ; • les documents d'enregistrements utilisés pour chaque matériel. <p>Actuellement, le bilan des interventions effectuées est réalisé à partir des factures de maintenance.</p> <p>Les prestataires chargés de réaliser les contrôles périodiques ont l'obligation d'avertir EUREDEN en cas d'obsolescence à venir sur les matériels suivis.</p> <p>En 2020, 2021 et 2022, l'inspection des installations classées a interrogé l'exploitant sur sa gestion de l'installation d'extinction automatique, sur le suivi du vieillissement de l'émulseur et des caractéristiques du mélange eau/émulseur.</p>

Lors du contrôle réalisé le 28/07/2022 par la société 2M.S.E, la qualité de l'émulseur a été évaluée à partir d'une vérification visuelle et olfactive. En 2023, ces observations vont être complétées par une analyse chimique.

Par ailleurs, dans le dispositif d'extinction automatique installé sur le site de Glomel, le mélange eau/émulseur est obtenu grâce à un système à effet Venturi. Ce dispositif se caractérise par une géométrie qui, en l'absence d'encrassement des tuyaux ou des injecteurs, permet de contrôler la dépression créée et, ainsi, de réguler le volume d'émulseur introduit dans la tuyauterie de distribution d'eau.

Lors du contrôle périodique annuel, le prestataire règle le débit des vannes qui contrôlent la zone d'aspiration de l'émulseur de telle sorte que les débits délivrés dans les cellules n° 1, 5 et 6 soient conformes aux valeurs permettant d'obtenir le taux d'application souhaité. Les vannes sont ensuite plombées afin de garder leur réglage au cours du temps.

Le 31 août 2023, l'inspection constate que :

- les scellés sont présents sur les différentes vannes qui contrôlent l'aspiration de l'émulseur ;
- les injecteurs qui contrôlent l'introduction d'émulseur dans la canalisation principale, ont été remplacés en 2021 (voir rapport SIEMENS réf. 6LB-0630011239-202109-PM-2021121309472du 07/12/2021) ;

Cependant, l'exploitant n'a pas fourni d'information concernant le nettoyage des canalisations du réseau incendie préconisé par le Bureau Véritas en janvier 2021.

Suite à ces constats, l'inspection demande à l'exploitant de fournir, d'une part, l'analyse de l'émulseur attestant de son absence de vieillissement et, d'autre part, les éléments relatifs au nettoyage du réseau incendie.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 7.7.4

Thèmes : Risques accidentels, Ressources en eau

Prescription contrôlée :

L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le service départemental de secours et de lutte contre l'incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus, et notamment :

- deux réserves de volume total minimal de 1480 m³ avec plateforme d'aspiration "pompier" aménagées, accès maintenu dégagé et accessible en permanence. A chaque réserve sont associées au minimum deux bouches incendies.
- [...] ;
- d'extincteurs en nombre suffisant, disposés dans les différents ateliers et dépôts ;
- d'une détection automatique d'incendie pour l'ensemble des locaux de stockage ; d'une installation d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement, alimentée à partir d'un local technique où le mélange eau+produit émulseur est effectué à partir d'une réserve d'eau indépendante d'un volume minimum et constant de 100 m³.

[...]

<p>Constats :</p> <p>Le 31 août 2023, l'inspection des installations classées a vérifié que les réserves incendie situées au sud et au nord du site étaient remplies. Ces réserves sont aussi grillagées et équipées d'au moins deux raccords pompiers. Leurs accès étaient alors dégagés.</p> <p>L'inspection remarque qu'il est difficile de vérifier si les volumes d'eau présents respectent effectivement la prescription contrôlée dans la mesure où les bassins ne sont pas équipés de règle.</p> <p>A proximité du local « Pomperie », la réserve d'eau de 100 m³ était totalement remplie (témoin de niveau haut vert). Les installations permettant la mise en œuvre de l'émulseur ECOPOL dans les cellules n° 1, 5 et 6 sont en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100
Thèmes : Risques accidentels, exercice POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :</p> <p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant, mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé un exercice POI le 13/01/2023 en collaboration avec le SDIS22 qui a eu pour thématique : « incendie dans le local vestiaire avec victime inconsciente ».</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-g
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 05/05/2022

<ul style="list-style-type: none"> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au besoin, des dispositions sont prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'exercice PPI du 5 mai 2022, l'inspection a observé que les personnels avaient rapidement rejoint le point de rassemblement de l'établissement, preuve que ces personnes avaient correctement intégrées les consignes de sécurité de l'établissement.</p> <p>Ces consignes sont rappelées à chaque modification du POI et chaque exercice de type POI ou PPI.</p> <p>L'exploitant considère que ces exercices permettent également de former les personnes chargées d'intervenir plus spécifiquement dans la gestion d'un accident majeur.</p> <p>D'une façon générale, l'exploitant ne réalise pas de suivi formel des formations ayant pu être réalisées pour apprendre aux personnels les actions qu'ils seraient amenés à réaliser en cas d'accident.</p> <p>L'inspection conseille de formaliser les formations suivies par les personnels dans le cadre de leur préparation à la gestion des accidents majeurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 12 : Émissions toxiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2008, article 3.1.2</p>
<p>Thèmes : Risques accidentels, dispositif de détermination de la direction du vent</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant met en place un dispositif de détermination de la direction du vent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose effectivement d'un dispositif qui lui permet de connaître la direction du vent à un instant « t » : une bannière EUREDEN est positionnée à l'entrée de son site, en haut d'un mât d'environ 3 m, donc relativement proche du sol, dans une zone où les turbulences apportées par les bâtiments proches peuvent être significatives.</p> <p>Aussi, l'inspection s'interroge sur la pertinence du positionnement de ce dispositif.</p> <p>En effet, celui-ci doit permettre d'identifier le déplacement probable des émissions toxiques susceptibles d'être émises lors d'un incendie ; or, les scénarios envisagés se déroulent soit dans les cellules et les fumées seraient alors éjectées à des hauteurs supérieures à celle du drapeau, soit sur des zones de stockage extérieurs relativement éloignées du drapeau.</p> <p>Aussi, l'inspection conseille à l'exploitant de positionner son dispositif de détermination du vent à la hauteur du toit du bâtiment de stockage, en-dehors des zones soumises aux effets thermiques.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible ⁽¹⁾
☐ Secret industriel
☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Liste des rubriques ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2008, article 1.2.1

Informations confidentielles :

Compte tenu de l'évolution de la nomenclature des installations classées depuis le 1^{er} octobre 2008, les rubriques ICPE autorisées sur le site de Glomel sont désormais les suivantes :

Rubriques ICPE	Libellés de la rubrique et seuils	Volume	Régime
1510-2-b	Entrepôt couvert (installation pourvue d'une toiture dédiée au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 t) à l'exception [...] 2. autres installations que définies au 1, le volume de l'entrepôt étant : b. supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ .	53 300 m ³	E
2663-2-b	Stockage de pneumatiques, et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 2. dans les autres cas [...], le volume susceptible d'être stocké étant : b. supérieur ou égal à 1000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³ .	1200 m ³	D
4110-2b	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion [...] 2. Substances et mélanges liquides b. supérieure ou égale à 200 kg mais inférieure à 1 tonne.	0,249 tonne	DC
4120-2-b	Toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition,	5 tonnes	D

	2. Substances et mélanges liquides b. supérieure ou égale à 1 tonne mais inférieure à 10 tonnes.		
4130-1-b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation, 1. Substances et mélanges solides b. supérieure ou égale à 5 tonnes mais inférieure à 50 tonnes.	15 tonnes	D
4130-2-a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation, 2. Substances et mélanges liquides a. supérieure ou égale à 10 tonnes.	25 tonnes	A
4140-2-b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition orale (H301), [...] 2. Substances et mélanges liquides b. supérieure ou égale à 1 tonne mais inférieure à 10 tonnes.	5 tonnes	D
4150-2	Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT), exposition unique catégorie 1, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'établissement étant : 2. supérieure ou égale à 5 tonnes mais inférieure à 20 tonnes.	10 tonnes	D
4441-2	Liquides comburants de catégorie 1,2 ou 3, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'établissement étant : 2. supérieure ou égale à 2 tonnes mais inférieure à 50 tonnes.	10 tonnes	D
4510-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'établissement étant : 1. supérieure ou égale à 100 tonnes	840 tonnes	A SEVESO Seuil Haut
4511-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 1, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'établissement étant : 1. supérieure ou égale à 200 tonnes	400 tonnes	A

Par ailleurs, l'exploitant annonce la présence également des substances suivantes dans des proportions inférieures au seuil de la déclaration pour les rubriques concernées :

- 45 tonnes de liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 potentiellement soumises à la rubrique ICPE n° 4331 ;
- moins de 1249 tonnes d'engrais susceptibles d'être classés sous la rubrique ICPE n° 4702-IV (engrais simples et composés, solides, à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III) ;
- jusqu'à 780 kg de gaz inflammable liquéfié, conditionnés en bouteilles de 13 kg (alimentant les chariots élévateurs), susceptibles d'être classés sous la rubrique ICPE n° 4718.

Nom du point de contrôle : Volet Sûreté

Référence réglementaire : Instruction du 07/07/2015

Informations confidentielles :

La synthèse des dispositions mises en œuvre dans le cadre du renforcement de la sûreté du site est la suivante :

1. Protection périmétrique du site : le site est clôturé dans sa totalité par des panneaux rigides surmontés de fils barbelé. Un contrôle hebdomadaire est effectué sur la partie visible de cette clôture. A l'Est et au Nord, cette clôture est partiellement "noyée" dans une végétation dense d'épineux qui constitue une protection complémentaire contre l'intrusion.

Au sud, des blocs de roche installés pour limiter le stationnement ont été installés et permettent également une protection contre les véhicules bédriers. L'accès au site s'effectue par un portail motorisé actionnable à distance par le personnel de l'accueil ou par badges pour le personnel et les chauffeurs. Une caméra orientée vers ce portail permet l'identification de la personne entrante.

Les 8 caméras présentes sur le site fonctionnent désormais en technologie IP (plus performante) ce qui permet également un report vers d'autres supports de visionnage (smartphone notamment) et un enregistrement des données sur disque dur. Elles sont également dotées d'une identification des intrus arrivant sur le site (avec un système de "suivi" par la caméra).

En 2023, l'exploitant choisit de pérenniser le dispositif de gardiennage mis en place en dehors des heures ouvrées (pendant la pause méridienne, de 19h à 7h et en WE) et n'envisage plus l'installation de générateur de fumée ou la modification de leur système de détection incendie. Ce gardien a notamment pour mission de réaliser une ronde afin de vérifier la fermeture des portes et fenêtres de l'entreprise.

2. Protection des accès du bâtiment : le bâtiment est équipé d'un système de détection anti-intrusion volumétrique qui permet de détecter l'ouverture de certaines portes, notamment celles des cellules de stockage. Le système est relié à un télésurveilleur qui informe le personnel du site en cas de besoin (levée de doute effectuée par le personnel EUREDEN).

La centrale anti-intrusion est située à l'intérieur de la cellule n° 3, dans le local TGBT qui, lui-même, est muni d'une porte coupe-feu 2h et d'une surveillance volumétrique. Ce local ne peut être ouvert que par des personnes autorisées (ouverture par badge ou par clé).

Suite à l'intrusion d'août 2018, des mesures ont été prises pour sécuriser les différents locaux :

- bouchage de certaines portes et fenêtres (notamment entre les bureaux et les cellules de stockage) ;
- changement des serrures d'accès au bâtiment ;
- mise en place de lecteurs de badge qui permettent d'attribuer nominativement les autorisations d'accès et de consulter l'historique des passages ;
- renforcement des trois principales portes d'accès.